

A

(N° 231.)

Chambre des Représentants.

SESSION 1841 — 1842.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 2.

M. DE VILLEGAS, 1^{er} rapporteur.

Numéros du feuilleton.	Numéros du livre des pétitions.	
1.	483.	Par pétition du 28 mai 1840, L'administration communale de Beverloo se plaint des vexations qu'elle prétend éprouver de la part du commandant du camp, dont elle demande le remplacement. — Concl. — Ordre du jour.
2.	204.	Par pétition, en date du 12 décembre 1840, Les habitants de la commune de Merckem (Flandre occidentale), protestent contre l'établissement d'une nouvelle barrière dans leur commune, prétendument contraire à l'art. 3 de la loi du 10 mars 1838.
3.	212.	Par pétition en date du 29 octobre 1840, Sept aubergistes de la commune de Iloux, rive droite de la Meuse, entre Dinant et Burnot, adressent des observations contre le projet du gouvernement de transporter le chemin de halage de la rive droite à la rive gauche.
4.	225.	Par pétition en date du janvier 1841, Des habitants et propriétaires riverains de la Senne, supplient la Chambre d'intervenir pour que le projet des travaux à exécuter pour la décharge de la Senne soit mis à exécution.

5. 359. Par pétitions en date du 15 février 1841 ,
Des propriétaires et locataires de terrains qui se trouvent encore inondés autour du fort Lillo , demandent le réendiguement de cette partie du poldre. — Concl. — Renvoi des 4 pétitions qui précèdent à M. le ministre des travaux publics.
6. 64. Par pétition sans date ,
Les juges de paix des cantons composant l'arrondissement judiciaire de Neufchâteau , demandent que la chambre s'occupe, dans la session actuelle, du projet de loi relatif à l'augmentation du traitement des juges de paix et de leurs greffiers. — Concl.— Renvoi à la commission chargée de l'examen de la proposition de M. Verhaegen, concernant l'augmentation du traitement des membres de l'ordre judiciaire.
7. 67. Par pétition datée de Furnes, le 22 novembre 1841,
Le sieur De Bruyne demande que les indemnités des membres du jury judiciaire soient augmentées. Cette pétition étant conçue en termes inconvenants et injurieux pour la chambre et la magistrature, la commission propose l'ordre du jour.
- 8 86. Par pétition du 27 novembre 1841,
Le conseil communal de Mont-Sainte-Geneviève, demande que l'art. 3 de la loi sur les chemins vicinaux soit modifié, en ce sens que, pour les communes dont les revenus annuels sont inférieurs à fr. 1,000, le gouvernement payerait les $\frac{3}{4}$ des frais de confection des plans, dont il s'agit dans l'article. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
9. 96. Par pétition du 30 novembre 1841,
Quatre ecclésiastiques démissionnaires, habitant la province du Limbourg, réclament une loi sur les pensions. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
10. 120. Par pétition du 8 décembre 1841,
Le tribunal de Nivelles demande que la chambre adopte le projet concernant la suppression des tribunaux de 4^e classe. — Concl. — Renvoi à la section centrale chargée de l'examen du projet de loi de M. Heptia.
11. 125. Par pétition du 12 décembre 1841,
Le sieur Mangam, domicilié à Bruxelles, demande une augmentation de pension. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
12. 136. Par pétition en date du 15 décembre 1841,
Le sieur Rogiers, Jean-Baptiste, particulier à Siney (Flandre orientale), demande que le chemin de fer d'Anvers à Gand soit dirigé sur la commune et qu'une station y soit établie. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics.

- | Numéros
du
feuilleton | Numéros
du livre de
pétitions. | |
|-----------------------------|--------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 13. | 140. | Par pétition du 4 décembre 1841,
Les greffiers de justice de paix de l'arrondissement judiciaire de Hasselt, demandent une augmentation de traitement. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen de la proposition de M. Verhaegen, concernant l'augmentation des traitements des membres de l'ordre judiciaire. |
| 14 | 163. | Par pétition en date du 22 décembre 1841,
Le conseil communal de Beverloo demande la construction de la route décrétée de Beringen, par Beverloo et le camp, aux frontières prussiennes. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics. |
| 15. | 165. | Par pétition en date du 22 décembre 1841,
Le conseil communal de Beverloo se plaint de ce que cette commune soit devenue le domicile de secours d'une foule d'étrangers qui se sont établis au camp, sur une permission de séjour délivrée par M. le commandant du camp, et qui, par suite de la diminution des troupes au camp, ne trouvent plus les moyens de pourvoir à leur subsistance. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 16. | 167. | Par pétition du 24 décembre 1841,
Le sieur Jean-Gustave Haars, né à Brunswick, proteste contre son expulsion du royaume, ordonnée par M. l'administrateur de la sûreté publique. Il prétend que, n'ayant pas contrevenu aux lois belges et son passeport étant régulier, son expulsion est arbitraire. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice. |
| 17. | 168. | Par pétition du 18 décembre 1841,
Le sieur Louis-Emmanuel-Joseph Castricque, ancien juge au tribunal d'Ypres, destitué en 1830, réclame l'intervention de la Chambre, pour obtenir une indemnité. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice. |
| 18. | 169. | Par pétition sans date,
Des habitants de la commune de Neuve-Église réclament contre la construction projetée d'une route pavée d'Ypres à la frontière de France, et réclament la construction d'une route de cette commune vers Messines. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des travaux publics. |
| 19. | 170. | Par pétition du 20 décembre 1841,
Le sieur Bonsang, ancien militaire de l'empire, domicilié à Liège, demande que tous les vétérans belges de cette catégorie reçoivent une pension. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 20. | 180. | Par pétition du 11 janvier 1842,
Le sieur Senault, domicilié à Bruxelles, renouvelle ses observations sur le projet de loi relatif aux pensions militaires. — Concl. — Renvoi à la section centrale chargée de l'examen du projet de loi sur les pensions militaires. |

21. 181. Par pétition du 10 janvier 1842,
Plusieurs détenus aux Petits-Carmes à Bruxelles, demandent que la détention préventive ne puisse dépasser deux mois quand il s'agit d'un délit et six mois quand il s'agit d'un crime. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice.
22. 214. Par pétition du 22 janvier 1842,
Des marchands de poisson de Blankenbergh et d'Ostende, demandent que le droit d'entrée du poisson dans la ville de Bruxelles, s'élevant à 20 ÷ p. ‰, soit diminué. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

M. DE MAN D'ATTENRODE, 2^e rapporteur.

23. 95. Par pétition en date du 2 décembre 1841,
La dame veuve Cremers, à Venloo, expose que son fils s'est distingué dans la révolution; qu'il a fait des sacrifices de solde à ses volontaires; qu'il a été nommé sous-lieutenant, grade duquel il a donné sa démission, et demande qu'il lui soit accordé une indemnité. — Concl. — Ordre du jour.
24. 127. Par pétition en date du 4 décembre 1841,
Trois habitants de Thisselt, pères de fils miliciens, renouvellent leur demande en cassation d'une décision du conseil provincial d'Anvers, qu'ils prétendent contraire à la loi sur la milice. — Concl. — Ordre du jour.
25. 132. Par pétition en date du 16 décembre 1841,
Le sieur Thiry-Fais, louageur à Liège, demande d'être indemnisé de la perte de 2 chevaux qu'il avait attelés à un obusier à l'affaire d'Oroye. — Concl. — Ordre du jour.
26. 145. Par pétition en date du 20 décembre 1841,
Le sieur François-Léonard Motte, dit Palisse, à Liège, demande l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement de sommes qu'il prétend lui être dues par le gouvernement hollandais. — Concl. — Ordre du jour.
27. 149. Par pétition sans date,
Le sieur Ph. Ghislain, à Jemmapes, ex-sous-lieutenant de la garde civique, demande une pension, par suite de cécité contractée au service. — Concl. — Ordre du jour.
28. 166. Par pétition en date du 22 décembre 1841,
Le sieur Desiré Sinave, agent d'affaires à Ypres, demande la restitution des sommes que des miliciens de 1826 à 1829 ont

consignées à la caisse des *Affleelings* à titre de garantie, suivant le dernier paragraphe de l'art. 98 de la loi du 8 janvier 1817 sur la milice nationale, et le paiement des masses. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

29. 190. Par pétition en date du 13 janvier 1842,
Le sieur Thomas Duria, à Hallembaye, ancien militaire estropié, demande l'intervention de la Chambre pour obtenir un secours du gouvernement. — Concl. — Ordre du jour.
- 30 191. Par pétition en date du 14 janvier 1842,
Le sieur N.-J. Watlet, 1^{er} lieutenant pensionné, à Morlanwelz, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour.
31. 210. Par pétition en date du 15 décembre 1841,
Le sieur Aspeslagh, à Bredenne, réclame contre la circulaire de M. le ministre de l'intérieur du 4 mars 1835, relative à l'interprétation de la loi sur la milice. — Concl. — Renvoi au bureau des renseignements.
32. 221. Par pétition en date du 20 janvier 1842,
Le sieur Jean Day, ex-fourbisseur, à Schaerbeek, demande que la Chambre intervienne pour lui faire obtenir le paiement de la somme de fr. 2,000 que le gouvernement lui doit du chef de fournitures d'épées à la musique de la garde civique. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
33. 230. Par pétition en date du 22 janvier 1841,
Le sieur Remy Moreau, à Bruxelles, blessé de septembre, demande un secours, n'ayant pu rien obtenir du *fonds spécial* pour les blessés. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

M. DE FLORISONE, 3^e rapporteur.

34. 52. Par pétition datée de Bruxelles, le 17 novembre 1841,
M. le vicomte A. de Pontecoulant, ex-colonel, commandant en 1830, les forces actives du gouvernement provisoire dans les Flandres, commandant du corps du génie militaire à l'armée de la Meuse, renouvelle la demande qu'il a adressée précédemment à la chambre pour obtenir la récompense des services qu'il a rendus à la cause nationale.
Il résulte des nombreuses pièces dont copie est jointe au dossier, que M. le vicomte de Pontecoulant a pris une grande part aux événements de notre glorieuse révolution; que dans les diverses positions où il s'est trouvé, il a fait preuve d'activité, de talent

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du livre de
pétition. | |
|------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | et de bravoure; en conséquence la commission a l'honneur de vous proposer, selon le vœu du réclamant, le renvoi de sa pétition à M. le ministre de l'intérieur. |
| 35. | 164. | Par différentes pétitions de décembre 1841 et janvier 1842.
De nombreux débitants de boissons spiritueuses dans les villes de Liège et Namur et dans les communes de Seraing et Jemeppe, demandent l'abrogation de la loi du 18 mars 1838, relative à l'abonnement sur les boissons distillées et d'augmenter dans la proportion nécessaire le droit sur la distillerie. — Concl. — Renvoi à la section centrale chargée de l'examen du projet de loi, présenté par M. le ministre des finances. |
| 36. | 409. | Par pétition sans date,
Des propriétaires et cultivateurs de Tronchiennes, demandent que les ventes de bestiaux faites par le gouvernement, pour l'amélioration de la race bovine, aient lieu en partie à Tronchiennes, ou dans les environs. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur. |
| 37. | 65. | Par pétition du 22 octobre 1841,
Des habitants des sections de Chaumont et Remaiville, province de Luxembourg, demandent d'être rendues au canton de Fauxvillers, dont elles ont été séparées par la nouvelle circonscription judiciaire du Luxembourg. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la justice. |
| 38. | 374. | Par pétition du 4 mars 1841,
L'administration communale de Chiny, province de Luxembourg, substituée domicile de secours du sieur Jean-Baptiste Martin, insensé né à Habay-la-Neuve, demande que les frais d'entretien de l'insensé soient mis à la charge de l'État. — Concl. — Ordre du jour. |
| 39. | 85. | Par pétition du 20 novembre 1841,
Le sieur Constant Mathieu, domicilié à Thuillies, arrondissement de Thuin, se disant inventeur d'un moyen de destruction des animaux et des insectes malfaisants qui détruisent les récoltes, demande que son secret soit acheté par le gouvernement. — Concl. — Ordre du jour. |
| 40. | 219. | Par pétition du 16 janvier 1842,
Des marchands de bestiaux de la province d'Anvers se plaignent de ce que le droit d'entrée sur les bestiaux introduits de la Hollande par le bureau de Maulant, province de Liège, est inférieur au droit qui se paie dans les autres provinces limitrophes de la Hollande. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances. |
| 41. | 174. | Par pétition du 5 janvier 1842,
Le sieur J. De Deken, expose que, depuis l'année 1835, il a été annuellement nommé expert pour la contribution personnelle, dans différentes communes du contrôle d'Assche, sans jouissance |

- de l'indemnité allouée aux experts; il demande l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement de son salaire. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
42. 201. Par pétition sans date, ni indication de lieu,
Sept rouliers, demandent une prompte révision de la législation sur le roulage, et qu'en attendant, il soit permis aux voituriers de charger à volonté. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
43. 134. Par pétition du 12 décembre 1841,
Cinq habitants de la commune d'Helchin (Flandre occidentale) se plaignent de ce que la place de garde-champêtre a été accordée par l'administration communale à un sieur Mandeli, piémontais. — Concl. — Ordre du jour.
44. 369. Par pétition sans date,
L'administration communale de Perwez, ainsi que plusieurs communes du même canton, demandent que le collège électoral de Nivelles soit divisé en trois collèges, dont les chef-lieux seraient Nivelles, Wavre et Jodoigne; lesquels nommeraient chacun un représentant. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
45. 56. Par pétition datée de Liège le 15 novembre 1841,
Le sieur J. De Lem, entrepreneur du casernement de Liège, signale les pertes énormes causées au trésor de l'État par le contrat passé avec la Compagnie des lits militaires, et demande que le gouvernement use de la faculté qu'il s'est réservée dans son contrat avec ladite société, de racheter le casernement. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

M. ZOUDE, 4^e rapporteur.

46. 212. Par pétition en date du 17 janvier 1842,
Les fabricants de vinaigre artificiel, de Bruxelles et autres villes du royaume, adressent des réclamations contre un arrêté royal, en date du 1^{er} janvier, qui autorise l'administration des impositions à percevoir un droit d'accise sur les cuves employées pour la fabrication du vinaigre artificiel. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
47. 378. Par pétition en date du 17 mars 1841,
Les habitants de la commune de Oostnieuwkerke, arrondissement de Rousselaere, demandent une majoration du droit sur le lin à la sortie et sur les fils étrangers à l'entrée.
48. 361. Par pétition en date du 29 janvier 1841,
Cinq tanneurs de la ville de Thuin, demandent que le droit de

- sortie sur les écorces, soit porté à 12 fr. par 1,000 kilog. et un droit de 12 fr. par 100 kilog. à l'exportation des cuirs et peaux frais ou salés.
49. 414. Par pétition en date du 21 mars 1841,
Des tanneurs de Chatelet, demandent que le droit de sortie sur les cuirs et peaux de veau frais et salés, soit porté à 10 fr. par 100 kilog., et sur ceux séchés, à 16 fr.
50. 112. Par pétition en date du 7 septembre 1841,
Trois tanneurs de Virton, Arlon, etc., demandent de nouveau que les cuirs en poil indigènes, verts ou secs, soient assujettis à un droit de sortie de 25 p. % de leur valeur.
51. 382. Par pétition en date du 16 mars 1841,
Des tanneurs de Virton, Florenville, Bouillon et Arlon, demandent une augmentation du droit de sortie sur le cuir en poil indigène entrant en France. — Concl. — Renvoi des cinq pétitions qui précèdent à M. le ministre de l'intérieur.
52. 45. Par pétition en date du 13 novembre 1841,
Les sieurs Gysels, frères, négociants en fil, à Anvers, demandent d'être autorisés à faire entrer en Belgique neuf balles de fil de lin expédiées de Belfast, moyennant le paiement des droits fixés par le tarif sous l'empire duquel la commande et l'envoi du fil ont été faits. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur et des finances.
53. 221. Par pétition en date du 10 décembre 1841,
Le sieur J. De Busschere, saunier à Furnes, et le sieur Cardon, saunier à Waereghem, demandent la révision de la loi sur le sel.
54. 273. Par pétition en date du 15 mars 1841,
Le sieur Dufaux, fils, saunier à Waereghem, adresse des observations sur l'impôt relatif au sel. — Concl. — Renvoi de cette pétition et de la précédente à M. le ministre des finances.
55. 302. Par pétition en date du 6 février,
Le directeur de la Société de la Vieille-Montagne demande que le droit de sortie sur le zinc brut soit abaissé d'un p. %.
56. 336. Par pétition en date du décembre 1840,
Six fabricants de clous d'épingles, de Bruxelles, Liège, Herve et Gand, adressent des observations contre l'augmentation proposée du droit sur les fils de fer. — Concl. — Renvoi de cette pétition et de la précédente à la commission d'industrie.
57. 331. Par pétition sans date,
Des fabricants de meubles et ébénistes de Bruxelles demandent que la Chambre intervienne auprès du gouvernement, afin d'obtenir du gouvernement hollandais une réduction des droits d'entrée sur les meubles belges. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des affaires étrangères.

Numéros du feuilleton.	Numéros du livre des pétitions.
------------------------------	---------------------------------------

- | | | |
|-----|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 58. | 368. | Par pétition en date du 10 mars 1841,
Le sieur Henry, propriétaire de forges dans le Luxembourg, demande une réduction de droit sur les bois français à l'entrée et une augmentation sur les charbons belges à la sortie. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie. |
| 59. | 103. | Par pétition sans date,
Un grand nombre d'habitants de Bruxelles demandent la révision de la loi sur la contribution personnelle. |
| 60. | 99. | Par pétition en date du 4 décembre 1841,
Les administrations communales du canton de Chimay, adressent des observations sur la loi du 28 juin 1822, relative à la contribution personnelle, et demandent que cette loi soit abrogée et remplacée par une disposition dont les cotisations seraient calculées d'après la matrice cadastrale sur le revenu net de toutes les propriétés bâties. — Concl. — Renvoi de cette pétition et de la précédente à M. le ministre des finances. |
| 61. | 410. | Par pétition sans date,
Des fabricants d'huile demandent la libre exportation des tourteaux. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur. |